L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLÉANS, VENDREDI MATIN, 30 OCTOBRE 1885. 59me Année

Dufour, Dennet & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS. VENDREDI, 30 OCTOBRE 1885.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE:

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES DE CE JOUR.

Par Hy Stern & Co., à leur salle d'encan, bottes, souliers et brodequins.

L'Exposition de la Nlle-Orléans. --Le jour d'ouverture. -- La Proclamation du gouverneur de la Louisiane.

Le gouverneur McEnery vient de lancer une importante proclamation sur laquelle nous nous faisons un devoir d'appeler l'attention de nos lecteurs. Elle invite toute la population de la Louisiane, sans aucune exception—ville et campagnes, corporations et simples particuliers, milices de l'Etat, corps militaires indépendants, institutions de crédit, associations de bienfaisance et de charité, maisons de commerce, petites et grandes, habitants de tout âge, de tout rang, de toute position de fortune—à assister à l'inauguration de notre seconde Exposition. C'est une immense manifestation qui se prépare. Les cérémonies qui ont eu lieu, l'an dernier, à pareil jour, avaient une grandeur que nous ne leur contesterons pas, mais il leur manquait le cachet spécial, l'ensemble, le caractère d'universalité que l'expérience seule peut donner à des célébrations de ce genre. Il est des circonstances où le zèle et le patriotisme, réduits à leurs seules ressources, ne suffisent plus; il y faut ajouter l'éclat, la pompe extérieure, la science de la mise en scène, les explosions de l'enthousiasme populaire. Quelques accidents imprévus, quelques fautes, fruit inévitable de la nouveauté, de la surprise, ont pu nuire au succès de l'ancienne entreprise. Il faut que la nouvelle n'occasionne aucun désappointement; il faut qu'elle remporte un triomphe complet.

Nous l'avons déjà dit plus d'une fois, nous le répétons, le moment est sonnel; il y va de notre bonne renommée, de notre avenir. Que nous l'ayons ou non prévu, que nous ayons ou non compris la portée de l'événement, nous sommes, en réalité, à partir du 10 novembre, le rendez-vous de l'Amérique du Nord, de l'Amérique du Centre, de l'Amérique du Sud, que nous avons, spécialement, conviées à notre grand tournoi agricole et industriel; le rendez-vous de toutes les nations qui se feront représenter par leurs consuls, par leurs personnages marquants, par leurs publicistes, par leurs expositions, par les sommités de leur négoce et de leur finance, et—circonstance aggravante, nous nous y trouvons pour la seconde fois.

En 1884, on a pu relever de petites faiblesses, on a pu faire certaines critiques plus ou moins légitimes, mais nous étions si loin! Nous étions si inconnus! Il y avait beaucoup à excuser, beaucoup à pardonner.

Aujourd'hui, il en est tout autrement: nous ne sommes plus en dehors du grand chemin de l'humanité nous sommes au plus de parfaits étrangers pour le reste du monde. On nous a vus à l'œuvre. Par ce que nous avons fait, livrés aux hasards de l'improvisation, on sait ce que nous sommes capables de faire après réflexion. On compte sur beaucoup mieux de notre part, on exigera de nous davantage. Répondons grandement, d'une façon digne de nous, à l'attente du public, et effaçons les derniers souvenirs des petites déceptions de l'an passé.

Elle s'ouvre sous d'heureux auspices, dans quinze jours, demain, cette Exposition. Nos campagnes sont déjà éprouvées qu'à la fin de 1884. En dépit de quelques mécomptes qui leur ont été occasionnés par des pluies survenues à une époque malheureuse, elles ont fait une bien meilleure récolte; elles se trouvent plus à l'aise; elles sont, par conséquent, à même de venir plus souvent nous visiter. Or, la moitié, les trois quarts des planteurs, des habitants des villes, des bourgs, des villages de la Basse-Louisiane descendent dans le quartier français; ils y feront, nécessairement, une certaine dépense additionnelle. Le mouvement à notre district par trop délaissé. Il y a là, pour nous, de nombreuses chances de faire de bonnes recettes; ne les laissons pas échapper, et que nos rues prennent, dès les premiers jours, un air de fête.

Il n'y aura, assurément, rien de bien extraordinaire dans nos préparatifs de 1884; n'ammoins, nous avions su donner à nos décorations une allure gaie, pimpante, que n'avaient pas su prendre d'autres quartiers plus populeux, plus richement habités et hautés que le nôtre. Ce spectacle un peu inattendu avait frappé bien des étrangers, qui nous en surent gré alors. Faisons mieux, cette année, puisque la perspective est plus belle et le succès à près infaillible.

Il n'est pas jusqu'au ciel qui ne se déclare en notre faveur, qui ne nous envoie un automne splendide, avec des jours pleins de soleil et une température printanière.

Quant à la Direction, nous pouvons nous fier à elle; elle a montré une activité infatigable, un zèle à toute épreuve, une rare entente des besoins d'une pareille entreprise; elle a multiplié les distractions, les tournois, les luttes du sport, qui doivent augmenter considérablement le nombre de nos visiteurs.

Donc répondons avec empressement à l'appel du gouverneur; les compétons pas trop sur l'inspiration du dernier moment. Nous savons trop ce qu'il en coûte parfois de se fier à l'improvisation; ne laissons pas se perdre la leçon que nous avons reçue, et faisons en toute hâte nos préparatifs, afin d'éviter les surprises pour nous-mêmes et les déconvenues pour nos hôtes.

C'est surtout à nos concitoyens du deuxième district que nous faisons un chaleureux appel, parce que nous savons qu'ils ont le sentiment de l'art, la sûre appréhension des belles et grandes choses, la conscience de la lourde responsabilité qu'assume la Nouvelle-Orléans; parce qu'on a beau les dédaigner, les délaisser, les victimer même, parfois, c'est toujours à eux que l'on est obligé d'avoir recours, quand il s'agit de quelque chose de bon ou de grand à accomplir; parce que, toutes les fois que l'on songe à recevoir des étrangers distingués, des notabilités de la politique, de l'aristocratie, de la finance, de l'industrie, des lettres, c'est au milieu d'eux que, qu'en dernier ressort, on est obligé de chercher de quoi leur donner une hospitalité digne d'eux.

Il faut que, dès le premier jour, ils voient notre district en fête; qu'ils comprennent que si les bâtisses de l'Exposition sont loin, bien loin, la vie réelle, celle où l'on trouve le mouvement, le confort de la vie, les distractions élégantes, est là où nous habitons. N'oublions pas que la réouverture du Théâtre Français nous impose des devoirs, que nos visiteurs s'y rendront en foule, ne fut-ce que parce que c'est le Théâtre Français qui jouit, dans le monde entier, d'une renommée, d'une popularité que l'on a depuis longtemps cherché à lui envier, sans y réussir, que ses adversaires vaincus ne songent plus à lui contester. Nous sommes obligés, par notre attitude, par notre éclatante participation, même à des fêtes qui se donneront loin de notre quartier, par le payement de nos magasins, de nos balcons, de les attirer à nous. N'est-ce pas ainsi que les choses se sont déjà passées? N'est-ce pas dans notre district que, mûs par l'instinct, guidés par la réflexion, entraînés par leurs sympathies naturelles, tous ceux qui appartenaient à la race latine, qui avaient un peu de sang espagnol, italien ou français dans les veines sont accourus? Ils seront plus nombreux, cette année, car ils prennent une part double à notre Exposition. Montrons-leur ce que nous savons faire et de quelle façon nous exerçons l'hospitalité. La grande réception, la fête solennelle va s'ouvrir, que chaque maison se pare, que chacun revête ses habits de fête. La lutte grandiose, dont la popularité du jour, dont la prospérité du lendemain sont le prix, va s'engager; que tout le monde soit sur le pont!

Vente d'écoulement—Une annonce que l'on a dû lire plus loin informe le public de l'intention de Mme Vve. J. Schweitzer de se retirer des affaires. Mais avant de fermer les portes de son magasin, un des plus anciens et des plus favorablement connus qui soient à la Nouvelle-Orléans, elle a voulu écouler toutes ses marchandises de la meilleure provenance, dont la qualité ne le cède pas à la variété.

Nous engageons donc le public à profiter de cette occasion exceptionnelle qui s'offre à lui de faire d'excellents achats de couronnes, de vases, d'articles de religion, de fournitures d'écoles et de bureaux. De ses connaissances, propres à orner les tombes, il en est de fort belles en immortelles, en perles et en biscuit; Mme Schweitzer les vendra à des prix d'une surprenante modicité.

(Communiqué.)

Théâtre de l'Opéra.

Messieurs les Rédacteurs de l'ABEILLE.

La réouverture du Théâtre de la rue Bourbon n'était plus aujourd'hui qu'une question de quelques jours, il s'agit maintenant de savoir si la population française accordera un appui unanime et libéral à la nouvelle entreprise. C'est du succès de cette saison que dépendent peut-être les saisons à venir. L'abonnement que fait en ce moment la direction est une épreuve du *petit prix* contre l'ancien système. C'est sur la masse que compte la direction. Tout en conservant à notre théâtre son répertoire, les prix d'entrée seront réduits de façon à permettre le plaisir théâtral à la portée de toute les bourses. Un nombre limité d'abonnements seront faits aux prix suivants:

20 *Parquets* $17.50.

Loges des premières et baignoires $2,75 *les 4 places.*

25 *Stalles, entrée générale*, $10 (bon pour matinées.)

L'abonnement n'ira pas au-delà du 12 novembre. Un bureau d'abonnement sera ouvert sous peu rue du Canal. Voici un article tiré d'un exemplaire du "Dimanche" qui plaide la cause, de notre théâtre français avec beaucoup d'à propos.

Si les commerçants du quartier français veulent voir renaître l'activité dans les transactions, il est indispensable qu'ils se remuent et donnent par tous les moyens possibles du mouvement à leurs rues. La foule attire la foule, le concours suit le commerce et augmente proportionnellement. L'ouverture de l'Opéra de la rue Bourbon est l'un des meilleurs moyens à employer pour donner un renouveau d'activité chez la population d'origine française. Nous ne saurions trop appeler l'attention des intéressés sur ce point.

Respectueusement,

ARTHUR DURIEU.

Nos remerciements au représentant du premier district congressionnel de la Louisiane, l'honorable Louis St-Martin, pour un exemplaire des rapports de juillet 1885 des consuls des Etats-Unis.

Le *Bulletin*, Marksville, paroisse Avoyelles, Louisiane, du 24 octobre:

Les affaires commencent à reprendre à Marksville.

—Nous avons causé avec bon nombre de citoyens influents du Bayou des Glaises; ils nous ont annoncé que la récolte du coton sera plus forte qu'on ne le croyait, que les chenilles ont fait moins de mal qu'on ne l'avait dit. Nous ne pouvons qu'en féliciter nos lecteurs. Le moyenne est, paraît-il, d'une balle à trois quarts de balle l'acre.

Nous recevons les mêmes nouvelles des différentes parties de notre paroisse. En général, les récoltes dépassent les espérances. On ne s'attendait pas à ce résultat.

—Au moment où un wagon, chargé de fret, passait sur un des ponts du chemin de fer de Ware, le tablier céda; le wagon fut renversé, le muiet tué, et le conducteur blessé légèrement. La perte est sérieuse; elle est regrettable, surtout, en cette saison où le chemin rendait tant de services.

—Nous regrettons que le capitaine A. M. Haas ait donné sa démission de membre du juri de police. C'était un fonctionnaire habile et consciencieux. Il est, par bonheur, remplacé par M. J. P. Suelling, de Bunkie, dont on dit beaucoup de bien et qui est dévoué aux intérêts de la communauté.

—Décédé, à l'âge 15 ans, Edgar P. Joffrion, fils de M. F. A. Joffrion et de Mme Julia Josselin.

Le *Pionnier*, Napoléonville, paroisse Assomption, Louisiane, du 24 octobre:

Nous sommes heureux d'apprendre que les jus de canne, sur l'habitation Enola, pèse de 8 à 8 1/2 Beaumé. Nous en félicions M. Stephen Rogers, l'aimable et capable économe, qui n'a rien épargné de son travail ni de son assiduité pour favoriser la culture de la canne.

—Le second économe de l'habitation Voiton, appartenant au juge Beattie, a failli avoir un accident bien sérieux. Le mouvement à notre district par trop délaissé. Il y a là, pour nous, de nombreuses chances de faire de bonnes recettes; ne les laissons pas échapper, et que nos rues prennent, dès les premiers jours, un air de fête.

Il n'y avait, assurément, rien de bien extraordinaire dans nos préparatifs de 1884; n'ammoins, nous avions su donner à nos décorations une allure gaie, pimpante, que n'avaient pas su prendre d'autres quartiers plus populeux, plus richement habités et hautés que le nôtre. Ce spectacle un peu inattendu avait frappé bien des étrangers, qui nous en surent gré alors. Faisons mieux, cette année, puisque la perspective est plus belle et le succès à près infaillible.

Il n'est pas jusqu'au ciel qui ne se déclare en notre faveur, qui ne nous envoie un automne splendide, avec des jours pleins de soleil et une température printanière.

Quant à la Direction, nous pouvons nous fier à elle; elle a montré une activité infatigable, un zèle à toute épreuve, une rare entente des besoins d'une pareille entreprise; elle a multiplié les distractions, les tournois, les luttes du sport, qui doivent augmenter considérablement le nombre de nos visiteurs.

Donc répondons avec empressement à l'appel du gouverneur; ne comptons pas trop sur l'inspiration du dernier moment. Nous savons trop ce qu'il en coûte parfois de se fier à l'improvisation; ne laissons pas se perdre la leçon que nous avons reçue, et faisons en toute hâte nos préparatifs, afin d'éviter les surprises pour nous-mêmes et les déconvenues pour nos hôtes.

C'est surtout à nos concitoyens du deuxième district que nous faisons un chaleureux appel, parce que nous savons qu'ils ont le sentiment de l'art, la sûre appréhension des belles et grandes choses, la conscience de la lourde responsabilité qu'assume la Nouvelle-Orléans; parce qu'on a beau les dédaigner, les délaisser, les victimer même, parfois, c'est toujours à eux que l'on est obligé d'avoir recours, quand il s'agit de quelque chose de bon ou de grand à accomplir; parce que, toutes les fois que l'on songe à recevoir des étrangers distingués, des notabilités de la politique, de l'aristocratie, de la finance, de l'industrie, des lettres, c'est au milieu d'eux que, qu'en dernier ressort, on est obligé de chercher de quoi leur donner une hospitalité digne d'eux.

Il faut que, dès le premier jour, ils voient notre district en fête; qu'ils comprennent que si les bâtisses de l'Exposition sont loin, bien loin, la vie réelle, celle où l'on trouve le mouvement, le confort de la vie, les distractions élégantes, est là où nous habitons. N'oublions pas que la réouverture du Théâtre Français nous impose des devoirs, que nos visiteurs s'y rendront en foule, ne fut-ce que parce que c'est le Théâtre Français qui jouit, dans le monde entier, d'une renommée, d'une popularité que l'on a depuis longtemps cherché à lui envier, sans y réussir, que ses adversaires vaincus ne songent plus à lui contester. Nous sommes obligés, par notre attitude, par notre éclatante participation, même à des fêtes qui se donneront loin de notre quartier, par le payement de nos magasins, de nos balcons, de les attirer à nous. N'est-ce pas ainsi que les choses se sont déjà passées? N'est-ce pas dans notre district que, mûs par l'instinct, guidés par la réflexion, entraînés par leurs sympathies naturelles, tous ceux qui appartenaient à la race latine, qui avaient un peu de sang espagnol, italien ou français dans les veines sont accourus? Ils seront plus nombreux, cette année, car ils prennent une part double à notre Exposition. Montrons-leur ce que nous savons faire et de quelle façon nous exerçons l'hospitalité. La grande réception, la fête solennelle va s'ouvrir, que chaque maison se pare, que chacun revête ses habits de fête. La lutte grandiose, dont la popularité du jour, dont la prospérité du lendemain sont le prix, va s'engager; que tout le monde soit sur le pont!

Il y a nombre d'années, un homme récemment arrivé des îles Bermudes était envoyé dans une prison du comté d'York, Pennsylvanie, pour une infraction quelconque aux réglements de la municipalité. Il était porteur de graines qu'il sema sur le sol riche du jardin de la geole. Avant que les plantes arrivassent à maturité, le prisonnier avait été relâché. Elles poussèrent en abondance, portant un fruit d'une assez grande dimension et d'une couleur verte qui surprenait tous ceux qui les voyait. L'étrange fruit devenu mûr, avait passé d'un vert brillant au rouge le plus éclatant. C'était un objet d'admiration pour ceux qui habitaient ou fréquentaient la prison. La dame qui s'occupait de l'alimentation et du confort des prisonniers fit un devoir de leur recommander de né pas toucher à ce fruit; c'était peut-être un poison violent; seulement, elle voulait ne pas laisser se perdre la graine et elle se promettait bien d'en semer de nouveau pour conserver la curieuse plante.

C'est justement à ce moment que l'ex-détenu revint à la prison pour demander des nouvelles de la plante qui causait autant de peur que de curiosité. Il demanda du poivre, du sel, du vinaigne; il fit, avec le dangereux fruit rouge, une salade qu'il se mit à manger avec délice, à la grande épouvante de la brave Mme Klinefelter, à la grande stupéfaction de ses jeunes et curieux enfants. Quand il eut fini son repas, il s'adressa à l'excellente gardienne et lui apprit que le prétendu poison qu'il venait de déguster, était un fruit, ou un légume qui portait le nom de tomate, que l'on accommait pourme d'amour, qu'il n'y avait rien de plus délicieux, de plus rafraîchissant, de plus nourrissant. La semence fut gardée avec soin par la dame en distribua à ses amis, à ses voisins, et voilà comment fut introduit le fruit dans l'ancien comté d'York. Pendant longtemps, on le conserva comme ornement plutôt que comme aliment, mais on finit par en reconnaître les vertus, par en apprécier la saveur. On sait combien il est aujourd'hui recherché, populaire.

La population du sud de la Peneylvanie a été épouvantée, à la fin de septembre dernier, par un phénomène extraordinaire. Un immense aérolithe, venait de s'y abattre.

La première impression a été celle d'un tremblement de terre; d'autres ont cru à une explosion de gaz naturel, d'autres enfin se sont imaginé que plusieurs chaudières d'usines avaient éclaté. On avait entendu dans tout le pays de longues détonnations. Les explosions avaient suivi une ligne déterminée; la consternation était partout.

Le météore s'est dirigé du nord-est au sud-ouest; le bruit qu'il faisait, en passant, ressemblait au roulement d'une batterie de grosse artillerie sur le pavé d'une route. On a entendu dans tout le village de Pittsburgh et dans tout le sud de l'Etat comme le grondement du tonnerre.

Le phénomène a eu une foule de témoins, qui ont vu une masse de feu, d'une énorme dimension. La flamme était d'un rouge foncé vers la tête, sandis que la queue était jaune soufre. Au moment de s'abattre, la masse prit la couleur blanche, tirant un peu sur le bleu.

Un cite un voiturier et un laboureur dont les chevaux furent tellement effrayés qu'ils en restèrent comme pétrifiés; il fallut un certain temps pour les déterminer à faire un pas en avant pour leur besogne. Le météore est allé tomber sur une ferme, appartenant à M. Buckland, dans le village de Jefferson, comté de Washington, tout près de la frontière de Virginie. La pierre s'est brisée en trois morceaux qui se sont enfoncés assez profondément dans la terre. Leur couleur est grise, toute rayée de filets rouges; la forme est irrégulière. Quant aux dimensions, elles sont tout à fait extraordinaires, si la pour, toutefois, ne les a pas exagérées. Les témoins lui donnent un diamètre de 5 pieds. On ne connaît pas de météorite de cette grandeur. L'aérolithe Gibbs, qui se trouve dans le cabinet d'histoire naturelle de Yale College, ne pèse que 1,635 livres et n'a qu'une longueur de 3 pieds 4 pouces, sur une largeur de 2 pieds 4 pouces et une épaisseur de 1 pied 4 pouces.

Le météorite Tucson, qui vient de la Sonora, Mexique, et que l'on peut voir à l'Institut Smithsonian, Washington, est fut renversé, le muiet tué, et le conducteur blessé légèrement. La perte est sérieuse; elle est regrettable, surtout, en cette saison où le chemin rendait tant de services.

—Nous regrettons que le capitaine A. M. Haas ait donné sa démission de membre du juri de police. C'était un fonctionnaire habile et consciencieux. Il est, par bonheur, remplacé par M. J. P. Suelling, de Bunkie, dont on dit beaucoup de bien et qui est dévoué aux intérêts de la communauté.

—Décédé, à l'âge 15 ans, Edgar P. Joffrion, fils de M. F. A. Joffrion et de Mme Julia Josselin.

Le *Pionnier*, Napoléonville, paroisse Assomption, Louisiane, du 24 octobre:

Nous sommes heureux d'apprendre que les jus de canne, sur l'habitation Enola, pèse de 8 à 8 1/2 Beaumé. Nous en félicions M. Stephen Rogers, l'aimable et capable économe, qui n'a rien épargné de son travail ni de son assiduité pour favoriser la culture de la canne.

—Le second économe de l'habitation Voiton, appartenant au juge Beattie, a failli avoir un accident bien sérieux. Le mouvement à notre district par trop délaissé. Il y a là, pour nous, de nombreuses chances de faire de bonnes recettes; ne les laissons pas échapper, et que nos rues prennent, dès les premiers jours, un air de fête.

Il n'y avait, assurément, rien de bien extraordinaire dans nos préparatifs de 1884; n'ammoins, nous avions su donner à nos décorations une allure gaie, pimpante, que n'avaient pas su prendre d'autres quartiers plus populeux, plus richement habités et hautés que le nôtre. Ce spectacle un peu inattendu avait frappé bien des étrangers, qui nous en surent gré alors. Faisons mieux, cette

Un entomologiste raconte qu'il a trouvé, sur les arbres, dans les massifs, sur les plantes du parc de New York, 721 espèces d'insectes nuisibles. Il comprend dans le chiffre la chenille du coton du Sud, le scarabée de la canne à sucre, et plusieurs espèces inconnues jusqu'ici. Beaucoup d'entr'eux, larves, papillons, chenilles, pucerons, ont une grande puissance de destruction, et il est nécessaire que la science s'occupe d'en débarrasser la végétation.

On a retiré, du Parc Central, sept boisseaux de cocons et d'œufs qui auraient multiplié et occasionné plus tard beaucoup de ravages.

Le *Times* de Chicago, est un des journaux qui prospèrent le plus dans l'Union; il se fait un bénéfice net de $80,000 par an, ou 8 pour cent sur un capital de $1,000,000.

On ignore généralement que l'exportation des locomotives de chemins de fer américains s'élève à $3,000,000 par an. On trouve beaucoup de ces machines même dans les pays où l'on voit flotter rarement le pavillon des Etats-Unis. Voici, d'après le "Bradstreet" de New-York, le nombre de locomotives exportés à l'étranger dans l'année finissant le 30 juin, 1884. La valeur totale est de $2,919,946, chacune étant estimée 10,000. Il a été expédié 14,535 roues de "cars," d'une valeur de $135,123, et 135 machines stationnaires, d'une valeur de $171,000. On peut porter hardiment à $3,000,000 la valeur des moteurs de chemins de fer—juste la double de ce qui avait été expédié en 1881-82—133 locomotives, valant $1,455,717.

Depuis 10 ans, il en a été exporté dans l'Amérique du Sud, 430, valant $4,541, 165; 203 au Brésil, 84 en Colombie, 72 dans la République Argentine. 37 au Pérou et 34 au Chili. Le Canada et la Colombie Anglaise en ont acheté 208, au prix de $1,909,128; le Mexique, 166, au prix de $1,808,699; l'Australie, 115, au prix de $1,079,170; Cuba, 88, valant $772,911; la Russie, 58, valant $778,500; l'Amérique Centrale, 22, valant $108,022; la Turquie, 12, valant $182,000; l'Espagne 9, l'Angleterre 8, la France, 1.

La situation des ouvriers et la crise parisienne.

LE RAPPORT SUR L'ENQUÊTE.

Nous lisons, dans la *République Française* du 14 octobre:

Dans l'enquête parlementaire présidée par M. Spuller, on a entendu quatre cents personnes environ: les délégués de la chambre de commerce de Paris, de la plupart des chambres syndicales de patrons et, en outre, 67 ouvriers. Cette enquête est donc un véritable cahier des plaintes de l'industrie parisienne. Que nous apprend-elle? que présage-t-elle pour l'avenir?

Nous souffrons d'un mal déjà ancien: l'avilissement des prix qui atteint toutes les nations civilisées. Il s'y est joint, en France, le krach, dont les conséquences les plus graves ont à peu près disparu, et la crise immobilière dont la liquidation se fait lentement et sans de trop violentes secousses. Au mal général qui atteint toutes les nations sont donc venues se joindre deux crises spéciales à notre pays, qui ont rendu le mal plus intense.

On a déjà parlé ici à propos d'un document officiel, de la crise des prix. La concurrence entre tous les pays rendue plus considérable par la facilité des communications, le progrès de l'industrie dans la voie de la fabrication à bon marché; d'autres causes encore ont fait qu'en fabriquant autant pn a fait des recettes moindres. Tout le monde en a souffert, patrons et ouvriers. Le rapporteur, qui est M. Spuller, évalue les conséquences de ce mouvement social à une diminution, pour la place de Paris, d'un milliard de fabrication et de 349 millions de salaires. Mais pendant que se développait lentement ce mal, dont on supportait les effets sans en connaître encore la cause, la spéculation de Bourse amenait une catastrophe, cause d'une dépréciation générale des valeurs qui est retombée sur le petit rentier, le petit propriétaire, l'homme d'épargne, et atteignait le commerce et l'industrie. Les conséquences néfastes de la spéculation à la Bourse se sont prolongées par la spéculation sur les terrains.

La partie du rapport de M. Spuller relative à l'industrie du bâtiment est la meilleure de toutes, et nous ne croyons pas que ce sujet ait jamais été traité avec autant d'ampleur et de hauteur de vues.

Sept mille patrons et cent mille ouvriers de l'industrie du bâtiment défrayent plus de deux cent cinquante professions diverses. On comprend quelle perturbation doit amener dans l'industrie parisienne une crise immobilière; on comprend que la construction a été visée par presque tous les déposants dans l'enquête.

Mais les enquêteurs n'avaient pas pour seule mission d'étudier les causes de la crise, ils devaient aussi se rendre compte de la situation des ouvriers, premières victimes des désordres économiques.

Les ouvriers parisiens ont une certaine défiance du patron; ils craignent la spécialisation et le machinisme; ils se défient du travail aux pièces; ils veulent une loi sur les heures de travail, soulagent d'être admis plus régulièrement aux adjudications de l'Etat, se montrent jaloux du droit national en matière d'industrie, redoutent de quitter Paris, veulent des loyers à bon marché et des moyens de transport du logis à l'atelier, sont préoccupés de l'apprentissage et de l'enseignement professionnel. La paix entre le patron et son ouvrier comme en pleine évolution économique, semble aussi osciller entre le programme socialiste représenté, par exemple, par M. Joffrin, et la méthode expérimentale telle que la pratique, par exemple, M. Lyonnais.

Les patrons sont trop nombreux, les capitaux trop disséminés. Il y a un patron contre trois ouvriers, chose fâcheuse en présence de la concurrence américaine. Dans la grande industrie, les ouvriers, dominés par la machine, accomplissent du travail de leviers, de pelles et de manivelles, cela est incompréhensible, disent les ouvriers, avec la politique universel; le génie de la main disparaîtra avec l'emploi des machines. Le marchandage est une exploitation du travailleur; il faut qu'il disparaisse et qu'un article, un décret de 1848, qui n'est pas appliqué, soit remis en vigueur. Pour ce qui est des heures de travail, ce sont les nations où les ouvriers travaillent le moins grand nombre d'heures et où ils reçoivent les plus forts salaires qui sont nos concurrentes les plus redoutable, non-seulement sur le marché français, mais encore sur le marché de nos colonies et des pays étrangers. Enfin, n-t-on dit, un homme, dans dix heures, ne produit pas plus que dans sept heures. Sur la question des caisses de retraite, il a été impossible d'obtenir des réponses précises. Sur la participation aux bénéfices, les réponses sont plus nettes. Certaine, pourtant, ont prétendu qu'elle créerait une sorte d'aristocratie ouvrière.

On voudrait que l'Etat n'achetât rien à l'étranger, qu'il imposât cette règle à ses adjudicataires, qu'il s'appliquât à maintenir les salaires tels qu'ils les faire tomber. Enfin, les associations ouvrières demandent à intervenir d'une façon privilégiés dans les adjudications.

Une des parties les plus intéressantes du volumineux rapport que nous analysons est celui relatif aux écoles professionnelles et d'apprentissage. Les ouvriers insistent, avec raison, sur ce sujet. Ils arrivent aux mêmes conclusions que la précédente enquête faite au ministère des arts: la solution est dans l'organisation de l'enseignement technique et professionnel.

Nous abrégeons ce compte-rendu tout en signalant aux hommes d'étude les chapitres relatifs au chômage de crise et au chômage normal, qui seront certainement l'objet, dans la prochaine Chambre, d'une intéressante discussion. Nous nous contentons de ceux qui voudront examiner par eux-mêmes les questions sociales. Quelles conclusions devons-nous tirer, à l'heure présente, de l'enquête sur la situation des ouvriers de l'agriculture et de l'industrie en France et sur la crise parisienne? La première c'est qu'il ne faut pas pousser au noir la crainte de l'industrie étrangère. La chambre de commerce de Paris a rappelé que plusieurs fois, à des époques diverses, l'industrie soit anglaise, soit allemande, nous a distancés, mais nous avons toujours regagné le terrain perdu.

De même que les ouvriers ont compris à une instruction technique et professionnelle, les négociants parisiens ont demandé une instruction pratique obtenue par des écoles et des voyages. L'heure est venue de profiter de tous les enseignements à la suite de ces dépositions. Le monde de la production a plié sous l'influence de faits étrangers à la politique; maintenant que nous connaissons quelles sont les causes du mal, lançons-nous plus résolument que jamais dans les voies du travail.

On s'est occupé, ces jours derniers—dit la *République Française* du 18 octobre—de l'état de l'organisation des transports militaires en temps de guerre. Au dire de quelques uns de nos confrères, ce service, dont peut dépendre la sécurité du pays, laisserait à désirer et nous ménagerait, en cas de mobilisation, de sérieux mécomptes.

Il faut rendre à M. le général Campenon cette justice, que, depuis deux ans environ qu'il est aux affaires, il y a peu de questions dont il se soit occupé avec autant de solicitude, que le service des transports militaires est fort complexe; il exige la préparation d'une foule de rouages réglés dans leurs moindres détails par des instructions arrêtées de concert entre l'état-major général du ministre, la commission supérieure des chemins de fer et les grandes Compagnies.

Jusqu'ici, pour le réseau de l'Est, seul en cause, les ordres de service préparés à l'avance étaient conservés par la Compagnie à son administration centrale. On pouvait craindre que les agents principaux chargés de l'exécution ne se fissent pas préparés dès le temps de paix à leurs fonctions si importantes en temps de guerre. Il a paru justement à M. le général Campenon que toutes les lignes de chemin de fer devaient rentrer dans la règle commune, qui veut que dans une armée bien commandée les rouages de la paix soient la répétition journalière de ceux qui fonctionneront à la guerre.

Il a donc exigé l'initiation des agents du réseau de l'Est aux fonctions qui leur incomberont au jour de la mobilisation. Cette initiation a rencontré des difficultés et des lenteurs; nous le savons, mais nous pouvons affirmer qu'elle est terminée aujourd'hui.

Cette assurance doit calmer les justes préoccupations du pays sur le fonctionnement du service qui est devenu le moteur principal des armées modernes.

Il y a quelque temps, divers journaux, notamment le *Siècle*, de Paris, avaient reproduit, d'après le *Phare de la Gironde*, une lettre qui aurait été, disait-on, adressée par l'archevêque de Bordeaux, Mgr Guilbert, "personnellement et en secret" aux prêtres de son diocèse. Cette lettre avait pour objet de prescrire au clergé bordelais de "travailler à la délivrance de la société chrétienne persécutée" en votant pour les candidats réactionnaires.

Mgr Guilbert a adressé au directeur du *Siècle*, la lettre suivante:

Bordeaux, 12 octobre 1885.

Monsieur,

Je suis vraiment stupéfait en lisant l'article de votre journal d'hier dimanche, 11 octobre, qu'on vient de me communiquer.

Je n'ai adressé de lettre, ni manuscrite ni imprimée, touchant les élections, à aucun des prêtres de mon diocèse ni à personne.

Dans nos deux retraites ecclésiastiques, il y a un mois, j'ai, au contraire, très instamment recommandé à mon clergé réuni de ne point se mêler aux luttes électorales, par le principe supérieur que le prêtre, qui doit son ministère à tous, quelles que soient leurs opinions politiques, le compromettrait en se prononçant pour un parti quelconque, car, en le faisant, il s'aliénerait infailliblement les partis opposés.

La lettre que vous reproduisez est donc l'œuvre d'un fanassaire, que je vais chercher et poursuivre devant les tribunaux.

Je compte, monsieur, sur votre loyauté pour insérer, dans le prochain numéro de votre journal, ma protestation indignée.

Veuillez, monsieur, recevoir mes salutations respectueuses.

† AIMÉ-VICTOR-FRANÇOIS, Archevêque de Bordeaux.

A l'une des dernières séances de l'Académie des Sciences morales et politiques, de Paris, M. Maurice Block a abordé, dans le travail qu'il intitule: "des facteurs de la production; participation de l'ouvrier aux bénéfices de l'entrepreneur," une question des plus intéressantes et des plus généralement recommandées à l'attention des économistes, des industriels, des patrons et des ouvriers. On a souvent répété que dans la solution de ce problème gît en grande partie l'amélioration sérieuse du sort de la classe des travailleurs. Comment ne pas dire que la question ainsi posée et mise en telle lumière n'ait pas avancé davantage? M. Block explique le fait par les difficultés que soulève la mise en pratique de la réforme désirée et par l'absence de critique qu'il eût fallu appliquer à l'examen des tentatives et inventions connus dans les deux hémisphères.

La mise elle Exposition est le résultat du désir ardent et généralement sincère de la grande majorité de celle qui a choisi, un jour dernier—visitée à l'Exposition qui allaient cette nouvelle entreprise avec une sympathie satisfaction comme une nouvelle occasion de s'associer et de s'instruire comme à en jouissant pas autrement les plus belles de toutes les nations qui ont reçu de l'instruction.

Les prix de transport des chemins de fer seront réduits pour le bénéfice des visiteurs et du public. Il paraît presque certain que des abondantes donnent les moyens de dépenser quelque peu à l'Exposition.

Les affaires de la municipalité et de l'Etat, et l'hospitalité de nos citoyens sont mieux connus qu'on n'a pu le dire plus haut. Les étrangers auront à admirer comme à en bénéficier cette grande et digne entreprise américaine.

Les habitants de tous les districts des Etats au delà de Mississippi, à moins de circonstances entravera cette année, dans les républiques du Nord, ils seront attirés et pourront assister à une démonstration qui, de l'Atlantique au Pacifique, éveil en cette circonstance et la touche du progrès sera active par les constants triomphes de l'industrie et de l'agriculture.

En égard à ces faits et à ces anticipations bien fondées, il est complètement convenable que le peuple de la Louisiane, par l'organe de son gouverneur, ait fait appel à tous les Etats de l'Union, aussi de Coolidge & Marcus 241 rue Wash. S. W. DENHAM, dont ils sont encore indépendants, de leur donner de venir lancer la première pierre.

PROCLAMATION

au peuple de la Louisiane, l'invitant à assister, le 10 jour d'inauguration de l'Exposition du Nord du Centre et du Sud de l'Amérique, à la session de la législature, à la réception du président, à l'appui moral—et je ne crois pas que les mots de communion les associations charitables les plus importantes de la Nouvelle-Orléans soient représentés par leurs chefs pour tant de cette manière ou de toute autre, ces corps militaires au service de l'Etat, ou bien ils seront prendre part aux cérémonies conformément aux ordres qui pourraient émaner de nous, ou bien ils prêteront leurs concours, ainsi que leurs musiques, aussi à ces cérémonies, et que toutes les maisons de commerce de la Nouvelle-Orléans soient fermées le jour en question, à dessein de permettre à tout le monde d'assister de prendre part à la grande manifestation patriotique.

Le gouverneur de l'Etat a donné cet ordre et succès de l'Exposition. Répondons comme il convient aux appels qui nous sont adressés comme les Louisianais le font en toutes circonstances.

Fait sous mon signature et le sceau de l'Etat, ce vingt-sixième jour d'octobre A. D. 1885.

S. D. McENERY.

Par ordre du Gouverneur
OSCAR CROTO,
Secrétaire d'Etat. Gouverneur

JACQUE MINTIENS. FELIX MIGLIARIO.

MINTIENS & MIGLIARIO,
Peintres en bâtiments et d'enseignes.
Imitation de tout espèce de
BOIS ET DE MARBRES.
Spécialité de peintures à fresque.
108....RUE VILLERÉ....108
Nlle-Orléans.
28 oct—1mois.

Restaurant Victor.

JE DÉSIRE INFORMER MES AMIS ET le public en général, qu'ayant la partie supérieure de la bâtisse 103 et 105 rue de la Douane, j'ai fait un grand changements. Tout y est neuf la bâtisse elle-même, ayant été entièrement refaite, et pour en faire un des restaurants les plus confortables et les plus complets de la ville